

10 octobre 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la défense de la paix, l'aide au développement des pays intermédiaires, l'importance du dialogue Nord-Sud, les problèmes de la dette et de la drogue, lors de la session solennelle du Congrès, Caracas, le mardi 10 octobre 1989.

Monsieur le Président du Congrès de la République,

- Mesdames et messieurs les Sénateurs et les Députés,

- Lors de mes visites d'Etat sur le continent américain, il est une tradition qui réjouit le parlementaire que j'ai été pendant trente-cinq ans : c'est la possibilité de m'adresser aux représentants de la Nations et de me replonger quelques instants dans une atmosphère et un climat qui me sont familiers. Ce privilège, en effet, m'est interdit dans mon propre pays en raison de l'usage et j'en apprécie d'autant mieux le prix puisque vous m'offrez, mesdames et messieurs, l'occasion de rencontrer des parlementaires de la République. J'ajoute que c'est pour moi un honneur que d'être reçu en votre assemblée.

- Pendant cette année du Bicentenaire de la Révolution française, vous avez tenu récemment, et il y a encore un instant, monsieur le Président, à témoigner votre amitié envers la France et votre attachement aux valeurs de notre Révolution. Vous vous êtes associés à sa commémoration en tenant ici même une séance solennelle et je veux vous en remercier du fond du coeur.

- Votre Congrès est à la fois le symbole vivant et le garant de la démocratie au Venezuela. Vous êtes les représentants de la souveraineté populaire et à ce titre, les premiers libérateurs de votre pays, mais aussi de l'Amérique latine tout entière.

- La mémoire de Bolivar, de Miranda, de Sucre et de tant d'autres qui ont donné leur sang pour la cause des libertés, au nom de ces mêmes idées qui, il y a deux siècles, ébranlèrent la France et l'Europe, est aussi vénérée à Paris, à Rome ou à Berlin, comme à Caracas, Bogota ou tout autre ville où l'on célèbre la mémoire de la patrie. Il nous appartient, à vous comme à moi, de poursuivre, génération après génération, leurs efforts pour défendre, pour promouvoir ces valeurs qui nous sont communes et elles sont simples à dire et bien difficiles à faire respecter, à présenter, à sauvegarder, la liberté, le respect des droits de l'homme, la démocratie.

- Votre pays, qui dans cette région du monde, était, il y a dix ans encore, - il faut le dire - une exception, reste vraiment un exemple pour ceux que les héros de votre libération ont contribué à libérer. Depuis plus de trente ans, vous jouissez d'une paix intérieure, d'une stabilité politique dans le respect des règles de l'alternance que vous ne manquez pas de mettre en valeur. Bien des pays pourraient vous envier.

Nous voyons aujourd'hui l'Amérique latine à laquelle nous attachent, nous Français, tant de liens, avec laquelle nous partageons les valeurs les plus sacrées, une Amérique latine qui est aussi une part de nous-mêmes parce qu'elle a su, au cours de l'histoire, accueillir de nombreux immigrants venus de France et d'Europe, retrouver progressivement, du Rio Grande à la Terre de Feu, les chemins de la liberté.

- Cette évolution, que les démocraties européennes ont encouragée, qu'elles ont souvent accompagnée en accueillant les opprimés et les persécutés, représente aujourd'hui un facteur de paix décisif. Elle permettra également, nous n'en doutons pas, aux nations latino-américaines de reprendre leur marche vers ce qui peut paraître utopique à beaucoup, mais qui correspond à une volonté profonde, une sorte d'intégration, en choisissant leur voie comme le fait l'Europe, vieux rêve de Bolivar. Si vos pays, après avoir retrouvé la maîtrise de leur destin et de leurs choix politiques parviennent comme ils le souhaitent, à assurer le développement et la justice sociale, nul doute qu'ils sauront progresser vers l'unité dont une histoire largement commune, au-delà des luttes et des affrontements, constitue le premier ferment.\

J'ai parlé de valeurs, nous les partageons, elles inspirent la politique extérieure de la France dont je suis le premier responsable. Servir la paix d'abord, contribuer avec les moyens qui sont les nôtres, au développement des pays les plus pauvres, promouvoir un dialogue qui tende à favoriser les échanges culturels entre les peuples et à resserrer leurs liens économiques. La défense de la paix implique de notre part une action persévérante, méthodique mais aussi réaliste. En faveur du désarmement d'abord, en vue de parvenir dans un premier temps à un équilibre nouveau des forces au niveau plus bas possible. Des progrès très importants ont été enregistrés depuis deux ans, avec le traité de Washington sur l'élimination en Europe des missiles terrestres de courte et moyenne portée, l'évolution encourageante des négociations de Vienne sur la réduction des forces conventionnelles en Europe ou de Genève sur l'interdiction de la production et du stockage des armes chimiques.

- Je veux rappeler, à ce sujet, que la stratégie de la France qui reste fondée sur la dissuasion nucléaire afin de rendre la guerre impossible doit être maintenue, selon nous, au niveau suffisant, pas davantage et nous entendons dans tous les domaines possibles dire notre mot et prendre part au mouvement général vers l'apaisement des conflits.

- Par exemple, nous souhaitons très vivement que les deux très grandes puissances qui sont surarmées parviennent à s'accorder, comme elles s'y emploient aujourd'hui, afin de réduire substantiellement les armées nucléaires stratégiques, au-delà de 4 à 5000 kilomètres de portée. J'ai défini en 1983 devant l'Assemblée générale des Nations unies les conditions qui devraient être satisfaites pour que la France s'associe à ce mouvement. Je veux dire par là qu'il faut que les deux plus grandes puissances poursuivent leur effort pour qu'il n'y ait pas de disparité trop grande entre leurs moyens de destruction du monde et le moyen de défense et de protection des autres.\

Mon pays a payé chèrement au cours de son histoire le privilège d'appartenir à une Europe pacifiée et solidaire et il ne peut pas se désintéresser des conflits régionaux ou locaux qui troublent encore l'ordre du monde. Comment peut-on aborder ce type de problèmes, sinon dans le respect, principe essentiel, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'intégrité, et de la souveraineté des Etats, reconnus par l'ensemble des Nations. Ces principes ont inspiré en particulier notre ligne de conduite à l'égard de conflits de toute sorte et particulièrement ceux de l'Amérique centrale.

- C'est vous dire combien nous nous réjouissons des récentes évolutions encore fragiles intervenues au Nicaragua comme au Salvador. La tâche reste encore ardue et réclame une vigilance constante. Je sais quel est votre souci, à vous voisins dont l'intervention pour trouver des solutions de paix a montré l'exemple, au point que la France, depuis déjà plusieurs années, a constamment approuvé et suivi les résolutions qui ont émané de vos instances.\

Si la défense de la paix est un objectif prioritaire de la politique extérieure de la France, il nous paraît tout aussi important de combler le fossé qui ne cesse de s'élargir entre pays développés et pays en voie de développement. Ecart qui atteint une dimension telle que certains s'y résignent. Or, je le redis, ici, solennellement, devant cette assemblée, le sous-développement n'est pas fatal. Il n'y a pas, croyez-moi, de tâche plus urgente que d'y porter remède, car les déséquilibres actuels pourraient précipiter le monde dans les pires désordres. Il m'arrive souvent de dire, dans mon pays, que je considère le problème du développement, comme plus grave en profondeur que le problème de la course aux armements, parce que la course à l'armement nucléaire dépend d'autorités quand même responsables, capables de contrôler leurs actions. Tandis que le sous-

à des actes quand même responsables, capables de contrôler leurs actions. Mais que le sous-développement avec ce qui l'entraîne, suppose un désordre immense où les passions, les désespoirs, les rigueurs de la nature, les rigueurs des hommes s'entremêlent de telle sorte qu'il peut ne paraître qu'une seule issue, celle du désespoir. Et comment s'appelle-t-elle, sinon la violence ? Et qui peut contrôler, et qui peut prétendre maîtriser un mouvement venu des profondeurs qui, aujourd'hui, occupe plusieurs milliards d'être humains ?

- Or, la crise économique qui se déroule depuis déjà, maintenant, une quinzaine d'années, atteint ces peuples plus que nous-mêmes, pays considérés comme riches, grands pays industriels. Je pense, bien entendu, à la France mais aussi à ses associés dans les Sommets des pays les plus industrialisés.

- Le développement des pays du Sud suppose une réponse adaptée à des situations différentes. Nombreux sont ces pays qui ne sont pas pauvres naturellement, qui sont même riches potentiellement. Ce sont ceux qu'on appelle les pays intermédiaires et qui souffrent essentiellement aujourd'hui du poids de leur dette extérieure, dont le service absorbe une part excessive de leurs ressources. Comment imaginer que ces peuples vont longtemps faire l'effort qui leur est demandé, toujours plus pour percevoir toujours moins ? Il y a là une contradiction qui n'est pas supportable. A nous d'imaginer et de mettre en place les mécanismes, les procédures qui permettront aux pays endettés de concilier les exigences de leur développement et le légitime remboursement de leurs dettes.

- J'ai proposé aux grands pays industrialisés l'an dernier à Toronto - mais cela fait plusieurs années que je répète la même chose sans constater de grands progrès des mesures de réduction de la dette des pays les plus pauvres. La France, quant à elle, a annulé le tiers de ses créances rééchelonnées par le Club de Paris. Pour les pays les plus pauvres d'Afrique - vous savez qu'il y a une relation particulière entre la France et l'Afrique - cette annulation doit porter sur la totalité de nos créances d'aide publique.\

La question est différente lorsqu'il s'agit de pays eux-mêmes lourdement endettés mais à revenu dit "intermédiaire". Le Venezuela est dans ce cas, bien qu'il ait la caractéristique de supporter de lourdes dettes, mais des dettes essentiellement auprès des banques privées. Ce qui fait qu'il n'a pas eu recours essentiellement par exemple aux mesures du Club de Paris. Pour ces pays-là, j'ai proposé devant l'Assemblée générale des Nations unies, en 1983, une première fois, puis en septembre 1988, un plan pour les pays intermédiaires, la création d'un fonds spécial du Fonds Monétaire International alimenté par des créations de droits de tirages spéciaux, qui serait chargé de garantir le paiement des intérêts servis sur des créances commerciales converties en obligations. Droits de tirages spéciaux que les grands pays industriels dont la quote-part est importante, renonceraient à percevoir et verseraient dans cette caisse. L'institution de ce fonds permettrait aux créanciers d'être, pour une large part, remboursés et aux débiteurs de n'être pas contraints d'un jour à l'autre de supporter pratiquement l'asphyxie, faute de pouvoir remplir dans un délai très bref leurs obligations. D'autres pays ont formulé d'autres propositions allant dans le même sens. Cela a conduit à l'adoption d'une stratégie de réduction de la dette, consacrée par ce que l'on a appelé le Sommet de l'Arche, le Sommet des grands pays industrialisés, réuni à Paris au mois de juillet dernier. Cette solution, cette stratégie prévoit la mise à la disposition des pays débiteurs de ressources unilatérales pour soutenir les opérations de réduction de la dette négociées avec les banques commerciales. Cette stratégie nouvelle, à laquelle nous nous sommes ralliés pour ne pas nous isoler, ne nous paraît pas être la meilleure. C'est celle du cas par cas. Lorsque l'on sait le nombre des pays endettés et la lenteur avec laquelle les procédures s'exécutent, cela peut durer très longtemps. D'autre part, ces discussions, cas par cas, permettent aux pays les plus puissants d'exercer plus qu'il ne convient la force dont ils disposent et de réduire à quia les pays auxquels ils s'adressent. Espérons que cette stratégie produira des effets positifs pour autant que les gouvernements et surtout les banques créditrices, principales intéressées, en auront la volonté, ce qui est loin d'être assuré. La France y veillera, pour sa part, et le Venezuela, dont les efforts pour respecter ses engagements sont reconnus, a raison d'espérer que des nouvelles procédures pourront prévaloir. Je m'en suis entretenu avec le Président de la République, Carlos Andres Perez, que je connais depuis longtemps. Nous aurons

une conversation cet après-midi encore à ce sujet. Je pense que nous exercerons notre imagination, afin de présenter au reste du monde un certain nombre de propositions qui amèneront les banques privées à consentir à des modalités plus raisonnables.\

Pour vous, le problème de la dette est l'essentiel. Mais pour nous aussi. Je le répète sans arrêt à mes partenaires occidentaux. Imagine-t-on des pays dont la concurrence s'accroît qui se disputent les marchés, mais en même temps voient se raréfier leur clientèle ? La pauvreté gagne à grand pas. Imagine-t-on que l'on pourra vivre longtemps sans renouveler les termes de l'échange ? Si nous ne rallumons pas le moteur, la voiture ne marchera pas et ce sont les pays "dits riches" qui auront aussi à souffrir cruellement d'un retour de crise redoutable. Enfin les idées que j'ai avancées pour aider le règlement de la dette, marquent une volonté affirmée d'éliminer des obstacles inacceptables sur la voie de la croissance.

- Seulement, mesdames et messieurs, vous en conviendrez, le développement ne se résume pas à un seul problème, il implique aussi pour les pays en voie de développement la stabilisation de leurs recettes d'exportation, l'accès de leurs produits au marché des pays industrialisés. Dans la pratique que nous avons de nos amis africains, nous constatons qu'il suffit d'une petite variation dans le cours des matières premières qui se décide sur des places lointaines, Londres ou Chicago, pour que les plans de développement de deux, trois ou cinq ans soient complètement anéantis en une soirée. Et comment feront-ils demain pour vivre ?\

Je veux à ce propos, souligner qu'avec la réalisation du marché unique européen, entre les Douze pays de la Communauté, il n'y aura plus de frontières entre nous. Il y aura libéralisation complète des échanges et des règles communes applicables le 1er janvier 1993. Ce n'est pas très lointain. Cela n'a pas pour objectif de protéger les Douze pays en question, il ne faut pas craindre une forteresse Europe fermée sur l'extérieur. J'en préside actuellement les destinées jusqu'à la fin du mois de décembre et je puis vous dire que ce serait un rebours de mes intentions. Mais nous ne voulons pas faire de l'Europe un ensemble économique plus homogène, en supprimant les barrières qui nous divisent encore. Nous rassemblerons 320 millions d'habitants qui représentent déjà la première puissance commerciale du monde. Il n'y a pas de raison de ne pas être sur le même plan dans le domaine technologique et dans le domaine industriel et dans bien d'autres encore, sans oublier cette culture qui nous est commune et qui est née comme vous le savez vous-mêmes, dans notre Europe. Sans oublier les autres cultures car aujourd'hui nous assistons à travers un monde qui rapetisse à un mélange de ces cultures qui devraient pour les siècles prochains ouvrir le temps d'un nouvel âge si l'homme, non seulement était intelligent, il l'est, mais s'il maîtrisait ses passions, ce qui n'est pas toujours vrai.

- Il ne s'agit pas de faire de l'Europe des Douze un ensemble développant de nouvelles formes de protectionnisme. Au contraire, il faut que cette Communauté s'ouvre davantage sur l'extérieur. D'ailleurs le volume des échanges ne cesse de croître. Je veux établir avec tous nos partenaires économiques des relations commerciales plus nombreuses, mais aussi mieux équilibrées.\

Votre pays, le Venezuela, a toujours occupé une place de choix dans les réflexions et les initiatives propres à développer la coopération entre les divers groupes d'Etat. Je n'ai pas été surpris de voir le Président Carlos Andres Perez s'associer à Paris le 14 juillet dernier à MM. Diouf et Mubarak, Président du Sénégal et Président d'Egypte, ainsi qu'à M. le Premier ministre Gandhi pour l'Inde, qui m'ont proposé en tant qu'hôte du Sommet des Sept, une relance du dialogue Nord-Sud.

- L'idée d'une Conférence Nord-Sud est séduisante, mais il ne faut pas l'improviser. J'ai vécu Cancun, c'était le premier acte de ma présidence en 1981, nous étions pleins d'espoir. Ce que j'ai vu et entendu pendant quelques jours a suffi pour en rabattre avec le rêve. La plupart des pays industrialisés n'y sont pas prêts, je le regrette. Mais au moins, réunissons ceux qui le veulent et commençons à proposer de façon réaliste et vivante un certain nombre de réponses aux problèmes posés.

- Bref, sans méconnaître les obstacles et les réserves que cette initiative peut susciter, j'ai l'intention, pour ma part, d'y travailler activement en relation étroite avec ses promoteurs, et particulièrement avec le Président du Venezuela. Nous sommes l'un et l'autre partisans

convaincus des vertus du dialogue entre les Nations comme moyen de traiter et de tenter de résoudre les problèmes que l'humanité tout entière affronte aujourd'hui. Nous n'avons pas que des relations bilatérales. Nous n'avons pas à traiter seulement des problèmes de nos régions. Nous avons à nous préoccuper et à dire notre mot sur les affaires du monde. Voilà pourquoi j'ai évoqué pour commencer les problèmes touchant à la défense de la paix, bien entendu, à la dette, à la promotion du développement des pays, mais aussi à la résolution des multiples conflits locaux et régionaux qui peuvent à tout moment dégénérer en conflits plus vastes. Par une sorte de circuit pervers, ces conflits que l'on dit locaux deviennent des conflits dont la solution dépend des plus puissants qui arbitreront un jour ou l'autre, en fonction de leurs intérêts.\

Mais d'autres dangers menacent. Certains d'entre eux ont surgi récemment. Ils requièrent de la Communauté internationale une action déterminée. Je veux parler d'abord de l'environnement. C'est un mot à la mode aujourd'hui, mais il est vrai que les images défilent sous nos yeux, sur les écrans de télévision, nous entendons dire ici que tel navire a déchargé en pleine mer des produits chimiques nocifs, là qu'une centrale nucléaire a laissé échapper des éléments qui détruiront la vie partout où ils passeront. La liste est longue. Ce qui est vrai, c'est le saccage par toutes sortes de pollution, la menace par la déforestation, la désertification au Sahara, quelques 25 ou 30 kilomètres par an, hier forestiers, aujourd'hui désert.

- La protection de notre milieu naturel appelle une action concertée entre les nations. Nous avons, nous Français, pris part récemment à La Haye, à une conférence internationale de vingt-quatre pays sur la protection de l'atmosphère et nous avons demandé qu'une autorité internationale pût intervenir. Assurément, nous offensoons le réflexe primaire de la plupart des pays qui veulent toujours régler eux-mêmes leurs propres affaires. Mais, désormais, un grand nombre de problèmes ne sont pas séparables, plus particulièrement le problème de l'atmosphère qui, lui, ne connaît pas de frontière. Il y va, mesdames et messieurs, non seulement de notre santé, de notre avenir personnel, mais de l'avenir des générations qui nous succéderont.\

Je citerai avant de terminer ce long exposé une autre menace qui a pris des proportions dramatiques, en particulier dans cette partie du monde : le trafic et la consommation de la drogue. Dans ce domaine encore, la France et le Venezuela ont adopté une attitude de vigilance et de fermeté. Nos deux gouvernements sont convenus sur un plan bilatéral d'unir leurs efforts pour lutter contre ce fléau. Un accord doit être signé aujourd'hui même à cette fin. La France s'est d'autre part associée aux autres pays industrialisés pour décider au Sommet de l'Arche de coordonner l'action internationale contre le trafic des stupéfiants, en s'attaquant notamment au blanchiment de l'argent de la drogue. Il faut bien imaginer le problème posé par la production, lorsqu'il s'agit de pays pauvres, parfois misérables, dont c'est peut-être l'ultime ressource. C'est un devoir qui appartient à tous les pays disposant de moyens que de substituer à cette production d'autres productions qui devraient être soutenues par une aide internationale. A partir d'une situation qui touche des peuples misérables que l'on ne saurait accuser, il n'en reste pas moins qu'il existe des réseaux criminels qui représentent aujourd'hui d'immenses puissances financières et parfois même des puissances armées, qui se sont placées en état de guerre, avec la vie, la santé, le devenir des autres. Qui n'a pu mesurer le drame que représente dans sa propre famille, la destruction d'un être jeune, fille ou garçon, - ce n'est même pas la mort qui les attend, c'est la déchéance - et la souffrance de ceux qui les aiment devant ces vies perdues, par centaines de milliers. C'est une véritable guerre qui exige des moyens appropriés. Il faut lutter contre ce fléau, étudier sérieusement cette matière délicate, ne pas dire, ne pas faire n'importe quoi, mais je me suis permis devant cette grande assemblée d'alerter encore un peu plus, comme vous n'avez pas manqué de le faire, l'opinion publique du Venezuela.

- L'argent trop facilement gagné, qui peut être soigneusement dissimulé, nous oblige à remonter les filières et à contrôler les circuits. En amont, ce sont souvent des paysans pauvres que je ne saurais accabler, ensuite les filières criminelles qu'il faut combattre, et puis une série d'institutions dites honorables, en Europe en particulier, qui font métier de recevoir, de déposer, d'utiliser cet argent. L'honorabilité achetée à ce prix, au prix de la fortune et du succès, est-il plus grand mépris que celui que nous devons leur destiner ?\

Mesdames et messieurs, j'en ai terminé. Je pense qu'en dépit de tout ce que nous devons

Mesdames et messieurs, j'en ai terminé. Je pense qu'en dépit de tout ce que nous devons constater, déplorer, le monde est de plus en plus solidaire. Je l'ai dit tout à l'heure, le monde rapetisse, la planète est désormais toute petite. Ce qui frappe l'un, frappe l'autre : les communications vont si vite. Ce qui frappe c'est la puissance de la littérature, de la poésie, ces grands écrivains nés chez vous, dont l'oeuvre se répand chez nous, c'est l'esprit qui à l'autre bout du monde s'émeut. L'accent venu d'un pays comme le vôtre touche aux vraies et profondes valeurs, raconte l'histoire des hommes, évoque les beautés de la nature, fait chanter l'espérance humaine. Oui, nous sommes désormais entre nous. Personne ne peut plus vivre dans l'isolement. C'est de nos efforts communs qui dépendront, à l'intérieur de ce monde-là, un peu plus d'harmonie et un peu plus de liberté.

- Préserver la vie et les chances de la vie, tel est le message que je souhaite vous laisser en terminant. Interprétez-le comme un message de solidarité, comme un message d'espoir et comme un message d'amitié.

- J'ai été très honoré, mesdames et messieurs, d'être invité ici à cette noble tribune. Je ressens le plaisir, évoqué dans mes premiers mots, de retrouver des assemblées où se font les lois, où se dessinent tant de formes d'action d'un peuple tout entier. N'est-ce pas à vous, législateurs qu'incombe cette responsabilité, au-delà des clivages politiques et des différences qui là, comme ailleurs, sont la marque d'une assemblée démocratique.

- Laissez-moi vous en remercier et vous demander de bien vouloir vous faire mon interprète auprès du peuple vénézuélien pour lui redire que je suis très heureux, et surtout fier, d'être son hôte. Merci.\